



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

SOUS-PRÉFECTURE DU HAVRE

Le Havre, le 19 décembre 2014.

Cabinet

Affaire suivie par Peggy NOLBERT

Tél. 02 35 13 34 04 Fax 02 35 13 34 10

Mél. pref-sp-havre-cabinet@seine-maritime.gouv.fr

**COMITE LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION
ZONE INDUSTRIALO-PORTUAIRE DU HAVRE ET DU HAVRE-ANTIFER
Compte rendu de la réunion du 29 septembre 2014
consacrée à la fuite du PLIF à Saint-Vigor-d'Ymonville**

La 23ème réunion du comité local d'information et de concertation (CLIC) sur les risques industriels de la zone industrialo-portuaire du Havre et du Havre-Antifer s'est tenue le 29 septembre 2014 à la chambre de commerce et d'industrie du Havre, sous la présidence de M. Pierre ORY, sous-préfet du Havre.

Cette réunion est spécifiquement consacrée à la fuite du pipeline PLIF survenue le 26 mai 2014 à Saint-Vigor-d'Ymonville.

Etaient présents :

collège	membres	structure
Administration	M. Pierre ORY	sous-préfet du Havre
Administration	Mme Christine MEIER	directrice du SIRACEDPC 76
Administration	Mme Séverine MARTORELL	SIRACEDPC 76
Administration	Mme Peggy NOLBERT	sous-préfecture du Havre
Administration	M. Thierry LATAPIE-BAYROO	directeur adjoint DREAL HN
Administration	M. Nicolas CLAUSET	DREAL HN / risques
Administration	Mme Marlène MINOR-ENOT	DREAL HN / mission estuaire
Administration	M. Stéphane MICHEL	DREAL UT Le Havre
Administration	Mme Nathalie VISTE	DREAL UT Le Havre
Administration	Commandant COLIBERT	SDIS 76
Administration	Commandant ALLARDIN	SDIS 14
Collectivités territ.	Mme Amélie LEMAIRE	ville du Havre
Collectivités territ.	M. Christian CHICOT	ville de Gonfreville-l'Orcher
Collectivités territ.	M. Francis SELLIER	maire de Rogerville
Collectivités territ.	M. Gilbert LE MAITRE	maire de Saint-Vigor-d'Ymonville
Collectivités territ.	M Jacques DELLERIE	maire de Sandouville

.../...

Collectivités territ.	Mme Maria-Dolores GAUTIER-HURTADO	maire de Saint-Martin-du-Manoir
Exploitants	M. Jean-Yves DURIEUX	TOTAL Plateforme de Normandie, directeur
Exploitants	Mme Sabrina LAGACHE	TOTAL Plateforme de Normandie, chargée de communication
Exploitants	M. Christel SEBIRE	CIM
Exploitants	M. Sébastien MORO	GPMH, domaine
Exploitants	Mme Natacha MASSU	GPMH, environnement
Exploitants	Mme Sandrine MAKANGA	CCI du Havre, conseillère environnement sécurité
Exploitants	M. Bruno PETAT	LBC SOGESTROL, directeur de site
Exploitants	M. Eric MAHIEU	SEPP, responsable QSE
Exploitants	M. Marc LECOZ	SHMPP, directeur
Riverains	Mme Annie LEROY	Ecologie pour Le Havre, vice-présidente
Riverains	M. Gilles DUMONT	Eco choix
Riverains	M. Claude BLOT	Estuaire SUD, président
Riverains	M. Martin BLANPAIN	Maison de l'Estuaire, directeur
Riverains	Mme Faustine SIMON	Maison de l'Estuaire, chargée de mission
Riverains	M. Patrick LIONS	ORMES, président
Salariés	M. David FLEURY	CGT, TOTAL
Salariés	M. Thierry DELPECHES	CFDT, TOTAL
Salariés	M. Damien CAMPION	CFE-CGC, TOTAL

absents excusés : M. le sous-préfet de Lisieux, M. le DDTM 76, Mme Agnès FIRMIN-LE BODO, adjointe au maire du Havre, M. le directeur de LUBRIZOL, M. le directeur d'OMNOVA solutions, M. le directeur d'AIRCELLE, M. le directeur de SIGALNOR, M. le directeur de YARA.

Etaient également présents au titre de l'objet spécifique de la séance :

- M. Sylvain COMITI, directeur de la raffinerie TOTAL Grandpuits/Gargenville,
- M. Gildas REUL, commandant la compagnie de gendarmerie du Havre,
- M. Denis MERVILLE, conseiller général du canton de Saint-Romain-de-Colbosc,
- M. Didier SANSON, président de la communauté de communes de Saint-Romain-de-Colbosc,
- Mme Béatrice SCHMITZ, directrice adjointe DDPP 76,
- M. Luc BABKA, directeur départemental de l'ONEMA,
- Mme Virginie PERNEL, ONEMA,
- Mme Florence PONCET, CEDRE,
- M. Philippe MORGOUN, président de HNNE,

- M. Patrice BONAY, président de SOS Estuaire, secrétaire de HNNE,
- M. Florent BIDAULT, PNR BSN, chargé de mission,
- M. et Mme DUVAL, exploitants agricoles,
- M. LECOMTE, exploitant agricole.

Enfin, la presse a, également, été conviée à la séance.

1) Rappel des faits par M. le sous-préfet

2) Interventions

- Présentation des événements et des enjeux par M. COMITI,
- Présentation du travail des services de l'Etat en matière d'accompagnement, de contrôle et de validation par M. MICHEL (cf présentation annexée),
- Description des impacts par M. BABKA (cf présentation annexée).

3) Echanges avec les membres du CLIC et la presse

M. BLOT demande des précisions sur le marquage du site et sur la profondeur d'enfouissement d'origine du pipeline. M. COMITI indique que des balises rouges sont installées. M. MICHEL répond sur la deuxième partie de la question qu'il est impossible de connaître la profondeur exacte d'enfouissement dans la mesure où les normes de construction des canalisations de l'époque (années 1960) étaient bien moins contraignantes que celles actuellement en vigueur. Il précise, par ailleurs, qu'un courrier a été adressé aux organismes consulaires et à l'ensemble des maires dont la commune est traversée par un pipeline, portant sur un rappel des dispositions de la réforme anti-endommagement des canalisations.

M. BIDAULT s'interroge sur le repeuplement du site. M. COMITI indique que l'exercice est complexe compte tenu de la difficulté de qualifier le dépeuplement. Il précise que TOTAL dispose d'outils de mesure et effectue des contrôles réguliers sur le milieu.

M. DELPECHES s'inquiète de l'état des pipelines de la société TRAPIL et estime que d'autres défauts sur les parties de canalisations traversant la ZIP du Havre peuvent exister à tout moment.

M. MORGOUN demande si un rapport des services de l'Etat est prévu sur cet événement. Mme MEIER précise que le préfet a décidé de constituer une cellule post-accident technologique, composée des services qui sont intervenus sur l'évènement. Cette cellule se réunira régulièrement afin d'évaluer la situation et gérer les conséquences liées à la fuite. Un rapport final sera rédigé à l'issue de ce travail collaboratif (remise prévue en fin d'année 2014). Ce rapport fera l'objet d'une information à la prochaine séance du CLIC (*en l'occurrence de la CSS*).

M. MORGOUN souhaite, par ailleurs, savoir si des plaintes ont été déposées. M. BABKA répond que le procureur de la République a été saisi. La compagnie de gendarmerie du Havre et l'ONEMA sont chargés de l'enquête.

Après avoir remercié le président de l'invitation à la séance du CLIC, M. MERVILLE revient sur le contenu de son courrier adressé à M. le sous-préfet relatif à la communication faite au moment de l'évènement. En effet, il déplore le fait d'avoir été informé tardivement de la survenue de l'incident. M. ORY confirme les termes de sa réponse écrite en indiquant que les maires de la ZIP ont pu suivre régulièrement les évolutions de l'incident via la plateforme "Allo-industries" et qu'il veillera, désormais, à ce que MM. MERVILLE et SANSON soient informés de tout événement important relevant du canton de SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC.

Mme LEROY regrette que les associations n'aient pas été associées au suivi de l'évènement. M. ORY précise que les courriers des associations ont fait l'objet de réponses systématiques, soit par courrier ou courriel, soit par l'organisation de points d'information en CLIC (cf séance actuelle et séance du 5 juin). S'agissant des audio-conférences, puis des réunions de suivi en sous-préfecture et de la cellule post-accident technologique, elles sont constituées dans le cadre institutionnel de la gestion opérationnelle de crise et de l'évaluation des conséquences environnementales et sanitaires.

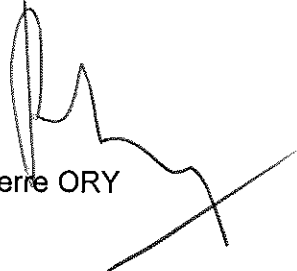
M. BONAY s'interroge sur les causes réelles et précise que, selon lui, il faut considérer les dégâts extrêmes et qualifier la fuite de "catastrophe environnementale" et non de simple "incident".

M. Cédric THOMIRE, journaliste au courrier cauchois souhaite connaître le volume d'hydrocarbures répandu. M. COMITI répond qu'il s'agit de 500 m³ de pétrole brut.

Enfin, M. COMITI annonce qu'une nouvelle visite du site est organisée à l'intention des participants, le 15 octobre 2014 à 14 heures.

Un nouveau point sur l'incident est prévu à la prochaine séance du CLIC (*en l'occurrence de la CSS*).

Le sous-préfet du Havre,



Pierre ORY